

(1)
(N° 337)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 JUIN 1923.

PROJET DE LOI DE RECRUTEMENT ⁽¹⁾ (DISPOSITIONS RÉSERVÉES)

AMENDEMENTS DU GOUVERNEMENT

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA DÉFENSE
NATIONALE ⁽²⁾, PAR M. **DU BUS DE WARNAFFE.**

MESSIEURS,

Les déclarations faites par M. le Ministre de la Défense Nationale pour exposer les raisons qui ont déterminé son initiative sont trop récentes pour que nous ayons à les reproduire ici, d'autant plus que, dans une lettre adressée le 6 juin à M. le Président de la Commission de la Défense Nationale, et que nous annexons au rapport, il a tenu à les résumer et à insister sur certains points.

Le Gouvernement nous propose :

De prolonger de quatre mois le terme de service actif des miliciens aussi longtemps que nous devons assurer, en dehors du territoire national, des missions de police, de garde ou d'occupation.

D'autre part, pour établir une compensation, et en même temps restreindre les dépenses, il réduit de un mois à quinze jours la durée du rappel pour les miliciens de la première armée et supprime les trois rappels de six jours pour les miliciens de la deuxième armée.

Le tableau ci-après fait apparaître pour les diverses armes la différence, au

(1) Exposé général, n° 448 (1921-1922). Projet de loi, n° 10 (art. 2; §, alinéa 3 et 4; chapitres II et XIII et art. 87 réservés).

Rapports, nos 96 et 150.

Amendements, n° 142, 152, 183, 189, 267, 310, 311, 333 et 335.

(2) Composition de la Commission : MM. PIRNEZ, président, BERLOZ, BUYL, vice-présidents, ERNEST, PIERCO, secrétaires, ROVESSE, BRIFAUT, CRICK, DE BURLET, DE GÉRADON, DU BUS DE WARNAFFE, ECKELERS, FIEULLIEN, HOEN, HUYSHAUWER, MANSART, MARCK, MISSIAEN, RICHARD, THEELEN, et VANDEMEULENBROUCKE.

point de vue de la durée du service actif, entre le régime proposé par le projet de loi de milice et celui résultant de l'amendement.

L'augmentation de durée du service est en réalité, à raison de la réduction des rappels, de deux mois et vingt-sept jours pour toutes les catégories.

ARMES.	DURÉE DU SERVICE ACTIF.		RAPPELS.		TOTAL DE DURÉE des obligations de service actif, rappels compris.	
	Projet originaire.	Amende- ment.	Projet originaire.	Amende- ment.	Projet originaire.	Amende- ment
Service de santé	8 mois.	12 mois.	Un mois pour la 1 ^{re} armée.	15 jours pour la 1 ^{re} armée.	10 mois et 18 jours.	13 mois et demi.
Service d'intendance						
Parc de campagne						
Services auxiliaires						
Infanterie	10 mois.	14 mois.	Un mois et 3 fois 6 jours pour la 2 ^e armée.	Un mois pour la 2 ^e armée.	12 mois et 18 jours.	15 mois et demi.
Chasseurs-cyclistes						
Autos-canon mitrailleurs de cavalerie						
Artillerie d'armée						
Transports-automobiles	12 mois.	16 mois.	Total : 2 mois et 18 jours.	Total : 1 mois et 15 jours.	14 mois et 18 jours.	17 mois et demi.
Chars de combat						
Artillerie antiaérienne						
Repérage d'artillerie						
Aéronautique						
Génie						
Troupes de transmission						
Pontoniers						
Torpilleurs et marins	13 mois. (¹)	17 mois. (²)	»	»	15 mois et 18 jours. (³)	18 mois et demi.
Cavalerie, artillerie à cheval						
Artillerie montée						
Transports hippom.						

(¹) Sans compter 2 mois de préincorporation éventuelle et les obligations résultant des lois éventuelles sur l'éducation physique et la préparation militaire.

(²) La préincorporation est supprimée.

(³) Sans compter 2 mois de préincorporation éventuelle et les obligations résultant de lois éventuelles sur l'éducation physique et la préparation militaire.

L'article 11 proposé est rédigé comme suit :

« Aussi longtemps que l'armée devra assurer, en dehors du territoire national, des missions de police, de garde ou d'occupation, missions qui seront effectuées en surplus du terme normal de service actif; le Gouvernement pourra prolonger le terme du service actif prévu par la présente loi pendant une durée de quatre mois au maximum, le tout sans préjudice aux dispositions de l'article 4 ».

Un membre craignant que les mots : « missions qui seront effectuées en surplus du terme normal de service actif » n'aient cette portée d'astreindre le Gouvernement à affecter successivement tous les miliciens instruits aux missions en dehors du territoire, avec la conséquence que l'armée d'occupation serait désormais composée de troupes mobiles, proposa de les supprimer.

Pareil régime, à son sens, présente l'inconvénient d'être extrêmement onéreux, et d'entraîner pour les officiers et les sous-officiers mariés de très lourds sacrifices. Il lui paraissait donc préférable qu'il ne fût pas appliqué rigoureusement, mais uniquement dans la mesure strictement nécessaire, le pays ne recherchant dans une prolongation du temps de service que l'assurance que tous les miliciens seront éventuellement aptes, s'il le faut, à remplir en territoire occupé, les missions qui nous incombent.

A la suite de la discussion qui s'ouvrit à ce propos, la Commission fut d'avis que les termes examinés ne créaient pas pour le Gouvernement une obligation d'établir un roulement en territoire occupé, mais lui donnaient simplement toutes les facilités éventuellement nécessaire pour parer aux nécessités, tout en réduisant, le plus possible, les dépenses et en ménageant les intérêts légitimes.

L'article 11, ainsi commenté, fut voté par 7 voix contre 2.

Discussion de l'article 12.

La prolongation du temps de service entraîne inévitablement une augmentation des dépenses.

C'est notamment dans le but de restreindre celles-ci que le Gouvernement propose, pendant la période provisoire, de réduire l'effectif annuel à un contingent de 55,000 hommes, dont 48,000 hommes pour le service armé et 7,000 hommes pour les services auxiliaires.

Il résultera de pareille mesure qu'il faudra libérer du service les appelés au-delà de ce chiffre de 55,000 hommes.

Mais le régime proposé à cette fin ne porte aucune atteinte aux dispositions de la loi de milice récemment votée.

C'est ainsi notamment que l'article 8 de cette loi, accordant un sursis de durée illimitée au premier appelé de familles non aisées comptant six enfants au moins, ainsi que les articles 9 et suivants réglant les sursis d'appel, demeureront applicables : c'est pour les intéressés un droit acquis.

Ce n'est donc que pour le cas où, après application de ces dispositions, le nombre des appelés dépasserait 48,000 hommes pour le service armé et 7,000 hommes pour les services auxiliaires, qu'il y aura lieu d'appliquer le régime de libération.

ART. 12, 1°.

La Commission a été d'avis que la libération accordée aux familles nombreuses devait être « demandée ».

Cela se justifie notamment par le fait que cette « demande » épargnera à l'Administration le travail considérable de devoir rechercher et déterminer d'office les familles ayant droit à la libération. Du moment où celle-ci doit être « demandée », les juridictions compétentes n'auront plus qu'à contrôler l'existence des conditions légales.

En conséquence la Commission propose de rédiger l'article comme suit :

« 1° Aux premiers appelés des familles comptant plus de cinq enfants en vie, qui le sollicitent, et suivant le nombre de ces enfants. »

* *

L'article 12 établit les catégories successives pouvant jouir de la libération, et l'ordre de préférence dans ces catégories pour le cas où il y aurait lieu de répartition.

L'article 12, 2°, attribue le droit de libération aux miliciens dont la famille a fourni le plus de services à l'armée.

Les mots « le plus de services » signifient « le plus de miliciens », sans tenir compte du temps de service.

ART. 12, litt. F.

La Commission propose de remplacer les mots « sont révocables » par les mots « seront annulées ».

* *

Comment les libérations seront-elles accordées?

Comme nous l'avons dit, les libérations réservées aux familles nombreuses devront être « demandées » par les intéressés, nous en avons exposé le motif.

Quant aux libérations pour services fournis à l'armée, elles peuvent être accordées d'office, les administrations compétentes ayant sous la main tous les éléments de contrôle.

Si quelque erreur ou omission se produisaient, les personnes lésées pourront se plaindre et c'est pour leur en assurer le droit et l'occasion que l'article 12, littéra G prescrit la publication au *Moniteur* des catégories de jeunes gens admis à bénéficier de la libération.

Si un milicien figurant dans une catégories n'a pas été libéré, il pourra, ainsi averti, faire valoir ses droits.

* *

Les amendements du Gouvernement ont été adoptés par 8 voix contre 2 et 1 abstention.

Le Rapporteur,
DU BUS DE WARNATTE.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.

ANNEXE

Lettre de M. le Ministre de la Défense nationale.

Bruxelles, le 6 juin 1923.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Je crois utile, afin d'éviter tout malentendu, de bien préciser auprès de vous la position que prend le Gouvernement au sujet de l'article 11 (disposition transitoire) soumis actuellement à la Commission de la Défense nationale.

» Fidèle à la conception qu'il a exposée des besoins *normaux* auxquels le Pays doit répondre, il ne peut envisager que la disposition nouvelle soit dépouillée de son caractère transitoire. Il maintient les temps de service aux durées proposées antérieurement, mais évidemment à la condition que soient adoptées les dispositions par lesquelles ces durées sont justifiées : préincorporations, rappels échelonnés sur les huit premières années, constitution d'un noyau permanent, éducation physique et préparation militaire, amélioration des conditions matérielles de l'instruction. Si l'un de ces éléments venait à être écarté par le Parlement, il devrait, conscient de ses responsabilités, admettre que les durées de service soient corrélativement augmentées. Celles-ci doivent être, en effet, calculées en fonction du système d'organisation militaire en vue duquel elles sont techniquement établies : elles sont donc inséparables de son adoption intégrale.

» D'autre part, la disposition transitoire répond aux besoins *exceptionnels* qui résultent de l'occupation, en dehors du territoire national, des régions soumises à la garde et à la police de notre armée. Cette occupation comprend aussi bien la mission remplie dans la Ruhr que celle, effectuée en vertu du Traité de Versailles, sur la rive gauche du Rhin. L'expérience a montré que l'une et l'autre mission ne peuvent être confiées qu'à des effectifs ayant terminé la période d'instruction prévue pour répondre aux besoins normaux du pays. Le Gouvernement ne peut donc admettre que la portée de l'amendement soit restreinte aux seules nécessités du Détachement de la Ruhr.

On a fait observer avec raison que l'article 4 donne au Gouvernement des pouvoirs plus étendus que ceux de l'article 11. La disposition expresse proposée se justifie cependant. Elle apporte dans le débat plus de clarté et de loyauté. Elle institue légalement un régime temporaire en vue duquel l'organisation de l'armée peut être étudiée sur des bases sérieuses. Surtout, elle permet de compenser *l'augmentation de charges* par des allègements, temporaires aussi, dont bénéficieront les classes de milices auxquelles le régime transitoire sera appliqué. Sur la nature de l'étendue de ces allègements, je me suis expliqué en séance de

vosre Commission avec toute la netteté nécessaire : J'attends de sa collaboration éclairée qu'ils soient précisés et spécifiés dans la forme législative adéquate.

» L'amendement proposé par M. Destrée à l'article 11 ne peut être accepté par le Gouvernement, en ce qu'il subordonne l'application du régime envisagé à un essai préalable de recrutement par le volontariat des forces affectées à l'occupation. En effet, 1° je ne puis croire à l'efficacité d'un tel appel; 2° s'il était entendu, il aurait pour conséquence des charges financières écrasantes et une augmentation inadmissible du contingent; 3° les unités ainsi formées par improvisation manqueraient d'entraînement et de cohésion, c'est-à-dire n'auraient pas la valeur professionnelle indispensable à leur tâche.

» Quant à l'amendement proposé par M. Destrée à l'article 4, sa seule portée serait, en cas de difficulté intérieure de retirer au Gouvernement le droit d'appel sous les drapeaux en ce qui concerne certains éléments d'une classe de milice, droit dont j'ai établi devant la Chambre l'existence sous le régime actuel et que consacre avec force le texte proposé de l'article 4. Il ne peut être question d'accepter que le Gouvernement soit désarmé d'un pouvoir dont il doit faire usage, chaque fois que seront en danger l'ordre public et l'intérêt national, dont il est le gardien responsable.

» Vous jugerez sans doute opportun, Monsieur le Président, de joindre la présente lettre au rapport de la Commission, et je vous prie de vouloir agréer, etc. »

» *Le Ministre de la Défense Nationale,*

» ALBERT DEVÈZE. »

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 JUNI 1923.

ONTWERP VAN WERVINGSWET ⁽¹⁾ (VOORBEHOUDEN BEPALINGEN)

AMENDEMENTEN VAN DE REGEERING

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR LANDSVERDEDIGING ⁽²⁾
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **DU BUS DE WARNAFFE**.

MIJNE HEEREN,

De verklaringen van den Minister van Landsverdediging, bij het uiteenzetten van de redenen die tot zijn initiatief aanleiding hebben gegeven, werden vóór zoo korten tijd gedaan dat zij hier niet dienen overgenomen te worden, te meer daar hij ze beknopt mededeelt en sommige punten nader toelicht in eenen brief, op 6 Juni toegezonden aan den Voorzitter der Commissie voor Landsverdediging en toegevoegd aan dit verslag.

De Regeering stelt ons voor :

Den duur voor den actieven dienst der militieplichtigen te vermeerderen met vier maanden zoolang wij, buiten 's lands grondgebied, zendingen van politie, van bewaking of van bezetting moeten vervullen.

Anderzijds, bij wijze van vergoeding en tevens om de uitgaven te beperken, vermindert zij van eene maand tot vijftien dagen den duur der terugroeping voor de militieplichtigen van het eerste leger en schaft zij de drie terugroepingen van zes dagen af voor de militieplichtigen van het tweede leger.

(1) Algemeene toelichting, n^r 448 (1921-1922). Wetsontwerp, n^r 10 (art. 2, 5, al. 3 en 4; hoofdstukken II en XIII en art. 87 voorbehouden).

Verslagen, n^{rs} 96 en 150.

Amendementen, n^{rs} 142, 152, 183, 189, 267, 310, 311, 333 en 335.

(2) Samenstelling van de *Commissie voor de Landsverdediging* : de heeren PIRMEZ, voorzitter ; BERLOZ, BUYL, ondervoorzitters ; ERNEST, PIERCO, secretarissen ; L'OVESSÉ, BRIFAUT, CRICK, DE BURLET, DE GÉRADON, DU BUS DE WARNAFFE, ECKELENS, FIEULLIEN, HOEN, HUYSHAUWER, MANSART, MARCK, MISSIAEN, RICHARD, THEELEN en VANDEMEULEBROUCKE.

Uit onderstaande tabel blijkt, voor de onderscheidene wapens, het verschil, ten aanzien van den duur van den actieven dienst, tusschen de regeling voorgesteld door het ontwerp van militiewet en de regeling voortvloeiende uit het amendement.

De verlenging van den dienstdtijd bedraagt, inderdaad, wegens de vermindering der wederinroepingen, twee maanden en 27 dagen voor al de categorieën.

WAPENS.	DUUR VAN DEN ACTIEVEN DIENST.		TERUGROEPINGEN.		GEHEEL DE DUUR van den actieven dienstdtijd met inbegrip van de terugroepingen.	
	Eerste ontwerp.	Amende- ment.	Eerste ontwerp.	Amende- ment.	Eerste ontwerp.	Amende- ment.
Gezondheidsdienst	8 maanden.	12 maanden.	Eén maand voor het 1 ^o leger.	15 dagen voor het 1 ^o leger.	10 maanden en 18 dagen.	13 $\frac{1}{2}$ maanden.
Intendantiedienst						
Legerpark						
Hulpdiensten						
Infanterie	10 maanden.	14 maanden.	Eén maand en 3 maal 6 dagen voor het 2 ^o leger.	Eén maand voor het 2 ^o leger.	12 maanden en 18 dagen.	15 $\frac{1}{2}$ maanden.
Jagers-wielrijders						
Mitrailleurs der auto-kanon- nen.						
Ruiterij						
Leger-artillerie						
Auto-Vervoerdienst.	12 maanden.	16 maanden.	Te zamen : 2 maanden en 18 dagen.	Te zamen : 1 maand en 15 dagen.	14 maanden en 18 dagen.	17 $\frac{1}{2}$ maanden.
Stormwagens						
Geschut tegen de vliegtuigen.						
Oriëntteening voor de artillerie						
Vliegdiens Genie						
Verbindingstroepen						
Pontonniërs						
Torpedisten en mariniers.	13 maanden. (¹)	17 maanden. (²)	»	»	15 maanden en 18 dagen. (³)	18 $\frac{1}{2}$ maanden.
Ruiterij artillerie te paard.						
Bereden artillerie						
Vervoer met paarden						

(¹) Niet in aanmerking genomen 2 maanden mogelijke vroegere inlijving alsmede de verplichtingen voortspuitende in de mogelijke wetten op de lichamelijke opleiding en de militaire voorbereiding.

(²) De vroegere inlijving is ingetrokken.

(³) Zonder in achtneming van 2 maanden mogelijke vroegere inlijving alsmede van de verplichtingen voortspuitende uit de mogelijke wetten op de lichamelijke opleiding en de militaire voorbereiding.

Het voorgesteld artikel 11 luidt als volgt :

« Zoolang het leger buiten 's lands grondgebied, eene zending van politie, van bewaking of van bezetting moet vervullen, — *welke zending boven den normalen actieven dienstdtijd uitgevoerd wordt*, — kan de Regeering den bij deze wet voorzienen actieven dienstdtijd verlengen gedurende ten hoogste vier maanden, dit alles onverminderd de bepalingen van artikel 4. »

Een lid, vreezende dat de woorden « *welke zending boven den normalen dienstdtijd uitgevoerd wordt* » de beteekenis mochten hebben de Regeering te verplichten achtereenvolgens al de geschoolde militieplichtigen te hechten aan de zendingen buiten 's lands grondgebied, met het gevolg dat het bezettingsleger voortaan zou bestaan uit mobiele troepen, stelde voor dezelfde weg te laten.

Dergelijk stelsel had, naar zijne meening, het bezwaar zeer kostelijk te zijn en van de gebuwde officieren en onderofficieren zeer zware offers te vragen. Het scheen hem dus verkieslijk dat het niet streng werd toegepast, maar alleen in de mate van het strict noodzakelijke, daar het land in eene verlenging van den dienstdtijd enkel de zekerheid zocht dat al de militieplichtigen eventueel zullen geschikt zijn om, zoo noodig, in het bezette gebied de ons toekomende zendingen te vervullen.

Ten gevolge van het debat dienaangaande, was de Commissie van gevoelen dat de gebezigde bewoordingen voor de Regeering geene verplichting uitmaakten om eene wisselbeurt in het bezette gebied in te richten, doch haar eenvoudig al het eventueel noodige gemak verleenden om in de noodwendigheden te verhelpen en tevens de uitgaven zooveel mogelijk in te krimpen zonder de wettige belangen te verkorten.

Artikel 11 in dien zin verklaard, werd aangenomen met 7 tegen 2 stemmen.

Behandeling van artikel 12.

De verlenging van den dienstdtijd brengt onvermijdelijk eene vermeerdering van uitgaven mede.

Het is waarschijnlijk niet het doel deze te bekorten, dat de Regeering voorstelt het jaarlijksch effectief gedurende de voorloopige periode te brengen op een contingent van 55,000 man, waarvan 48,000 voor den gewapenden dienst en 7,000 voor de hulpdiensten.

Uit dien maatregel zal voortvloeien dat men de opgeroepen boven het cijfer van 55,000 van den dienst zal moeten ontheffen.

Maar het stelsel dat met dit doel wordt voorgesteld, maakt niet inbreuk op de bepalingen der onlangs aangenomen militiewet.

Zoo blijven van toepassing artikel 8 van die wet, waarbij een uitstel van onbeprekten tijd wordt toegestaan aan den eerst opgeroepene van een niet bemiddeld gezin met ten minste zes kinderen, en de artikelen 9 en volgende die de uitstellen van oproep regelen. Voor de belanghebbenden is dit een verworven recht.

Het is dus alleen voor het geval waarbij, na toepassing van deze bepalingen, het getal opgeroepen 48,000 man voor den gewapenden dienst en 7,000 man

voor de hulpdiensten zou overtreffen, dat het stelsel van ontheffingen zou dienen toegepast te worden.

ART. 12, 1^o.

De Commissie was van oordeel dat de ontheffingen verleend aan de groote gezinnen, moesten worden aangevraagd.

Dit wordt namelijk gebillijkt door het feit dat deze aanvraag aan de administratie het ontzaglijk werk zou sparen ambtshalve te moeten opzoeken en bepalen welke gezinnen recht hebben op die ontheffingen.

Moet de ontheffing aangevraagd worden, dan zullen de bevoegde rechtsmachten enkel nog te controleeren hebben of de wettelijke voorwaarden bestaan.

Dienvolgens stelt de Commissie voor het artikel aldus te doen luiden :

« 1^o Aan de eerst opgeroepen van de gezinnen met meer dan vijf kinderen in leven, *die zulks aanvragen*, en naar het getal dier kinderen. »

* * *

In artikel 12 worden de *achtereenvolgende* categorieën aangegeven, die de ontheffing kunnen genieten, en de *voorkeurrang* in deze categorieën voor het geval dat er eene verdeling zou moeten plaats hebben.

Artikel 12, 2^o verleent het recht van ontheffing aan de militieplichtigen wier gezin het meest diensten aan het leger heeft geleverd.

De woorden : « het meest diensten » beteekenen « het grootste getal militieplichtigen » zonder rekening te houden met den dienstdtijd.

ART. 12, litt. F.

De Commissie stelt voor de woorden « kunnen ingetrokken worden » te vervangen door de woorden « worden nietig verklaard ».

* * *

Hoe zullen de ontheffingen toegestaan worden?

Zooals wij gezegd hebben, zullen de ontheffingen, voorbehouden aan de groote gezinnen, moeten aangevraagd worden door de belanghebbenden. Wij hebben gezegd waarom.

Wat betreft de ontheffingen wegens diensten aan het leger geleverd, deze kunnen van ambtswege toegestaan worden, daar de bevoegde besturen over al de gegevens voor de contrôle beschikken.

Wordt er eene vergissing of een verzuim begaan, kunnen de benadeelde personen daarover bezwaar indienen, en het is om hun daartoe het recht en de gelegenheid te verzekeren, dat artikel 12, littera 9, de openbaarmaking in het Staatsblad voorschrijft van de categorieën jongens die de ontheffing kunnen genieten.

Wordt een militieplichtige, die in een dezer categorieën voorkomt, niet ontheven, kan hij, aldus verwittigd, zijne rechten doen gelden.

De amendementen van de Regeering werden aangenomen met 8 tegen 2 stemmen en een lid onthield zich.

De Verslaggever,
DU BUS DE WARNASSE.

De Voorzitter,
MAURICE PIRMEZ.

BIJLAGE

Brief van den Minister van Landsverdediging.

Brussel, 6 Juni 1923.

Mijnheer de Voorzitter,

« Ten eïnde elk misverstand te weren, acht ik het niet overbodig de houding van de Regeering in-zake artikel 11 (overgangsbepaling) dat thans aan de Commissie voor Landsverdediging is onderworpen, tegenover U nauwkeurig te omschrijven.

» Trouw aan de opvatting welke de Regeering heeft uiteengezet over de normale vereischten waaraan het Land moet voldoen, kan zij er zich niet bij neerleggen dat de nieuwe bepaling haar overgangskarakter zou verliezen. De Regeering handhaaft den duur van den diensttijd, zooals hij vroeger werd voorgesteld, op voorwaarde nochtans dat de bepalingen tot billijking van dezen dienstduur worden aangenomen, vroegere inlijving, terugroepingen verdeeld over de eerste acht jaren, samenstelling van een blijvende legerkern, lichamelijke opleiding en militaire voorbereiding, verbetering der stoffelijke voorwaarden van het onderricht.

» Moest een van deze bestanddeelen door het Parlement worden afgewezen, dan zou het, van zijne verantwoordelijkheid bewust, moeten aannemen, dat de dienstduur correlatief worde verlengd. De dienstduur moet inderdaad worden berekend in verhouding tot den aard der militaire inrichting waartoe hij technischerwijs werd ingesteld; de dienstduur is dus onafscheidbaar van het onverminkt geheel.

» Anderzijds beantwoordt de overgangsbepaling aan de *uitzonderlijke* noodwendigheden, welke voortvloeien uit de bezetting, buiten 's Lands grondgebied, van de gewesten staande onder de bewaking en de politie van ons leger. Tot deze bezetting behoort zoowel de zending vervuld in de Roer als die, krachtens het Verdrag van Versailles, vervuld op den linkeroever van den Rijn. Uit de ondervinding is gebleken, dat beide zendingen slechts kunnen toevertrouwd worden aan troepen, die de periode van onderricht, voorzien om aan de normale behoeften van het Land te voldoen, hebben uitgedaan. De Regeering kan dus niet aannemen dat de draagwijdte van het amendement tot de enkele noodwendigheden van de bezetting van de Roer zou worden beperkt.

» Men deed terecht opmerken dat artikel 4 aan de Regeering meer uitgebreide bevoegdheid verleent dan die van artikel 11. De voorgestelde uitdrukkelijke bepaling kan echter gebillijkt worden. Zij brengt meer klaarheid en meer loyaliteit in het debat. Zij voert op wettige wijze een tijdelijk stelsel in tot welks

doeleinde de legerinrichting op ernstigere grondslagen kan bestudeerd worden. Zij laat vooral toe de *verzwaring der lasten* te vergoeden door ook tijdelijke verzachtingen, waarvan de militieklassen zullen genieten op dewelke het overgangsstelsel zal toegepast worden. Over den aard en de draagkracht van deze verzachtingen, heb ik met al de noodige klaarheid uitleg verstrekt in de vergadering van uwe Commissie. Ik verwacht van hare verlichte medewerking dat zij nauwkeuriger worden omschreven en bepaald in den gepasten wetsvorm.

» Het amendement door den heer Destrée bij artikel 11 voorgesteld kan door de Regeering niet aangenomen werden, waar het de toepassing van het voorgestelde regime afhankelijk maakt van eene voorafgaande proef van aanwerving door het vrijwilligerschap in de eenheden bestemd voor de bezetting. Inderdaad : 1^o ik kan niet gelooven aan de doeltreffendheid van een dergelijken oproep; 2^o wordt er gevolg aan gegeven, dan zou dit verpletterende financieele lasten medebrengen, en eene onaanneembare vermeerdering van het contingent; 3^o de eenheden, aldus bij improvisatie gevormd, zouden niet de africhting en den samenhang bezitten, dit wil zeggen niet de beroepsvaardigheid die hare taak eischt.

» De eenige beteekenis van het amendement van den heer Destrée bij artikel 4 zou zijn dat aan de Regeering, in geval van binnenlandsche moeilijkheden, het recht zou ontnomen worden onder de wapens te roepen sommige reeksen van eene militieklas, een recht waarvan ik voor de Kamer het bestaan onder het huidige stelsel heb verdedigd en dat nadrukkelijk door den voorgestelden tekst van artikel 4 wordt bekrachtigd. Er kan geen sprake van zijn aan te nemen dat de Regeering ontheven wordt van een recht waarvan zij gebruik moet maken telkens als de openbare orde en het belang van het land, waarvoor zij verantwoordelijk is, in gevaar zullen verkeeren.

» Gij zult het denkelijk nuttig vinden, Mijnheer de Voorzitter, dezen brief bij het verslag van de Commissie te voegen, en ik bied U de betuiging enz.

» *De Minister van Landsverdediging,*

» ALBERT DEVÈZE. »
